



# Assemblée générale

Distr. générale  
17 novembre 2017  
Français  
Original : anglais

Soixante-douzième session

## Cinquième Commission

Points 136 et 72 c) de l'ordre du jour

Projet de budget-programme pour l'exercice  
biennal 2018-2019

Promotion et protection des droits de l'homme :  
Situations relatives aux droits de l'homme  
et rapports des rapporteurs et représentants  
spéciaux

## Situation des droits de l'homme au Myanmar

Incidences sur le budget-programme du projet de résolution  
A/C.3/72/L.48

État présenté par le Secrétaire général conformément  
à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale

### I. Introduction

1. À sa 47<sup>e</sup> séance, le 16 novembre 2017, à l'issue d'un vote enregistré, la Troisième Commission a adopté le projet de résolution A/C.3/72/L.48 par 135 voix contre 10, et 26 abstentions. La Commission était saisie d'un état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme (A/C.3/72/L.69).

### II. Demandes formulées dans le projet de résolution

2. Aux termes du paragraphe 10 du projet de résolution A/C.3/72/L.48, l'Assemblée générale prierait le Secrétaire général de continuer d'offrir ses bons offices et de poursuivre ses débats sur le Myanmar, en associant toutes les parties concernées et en prenant en compte les préoccupations soulevées dans la résolution, et, à cet égard, le prierait de nommer un envoyé spécial pour le Myanmar et d'apporter son concours au Gouvernement de ce pays.



### **III. Activités proposées : rapport avec le plan programme biennal et les priorités pour la période 2018-2019 et le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019**

3. Les activités visées dans le projet de résolution relèvent du programme 2 (Affaires politiques) du plan-programme biennal et des priorités pour la période 2018–2019, et du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018–2019.

### **IV. Activités prévues pour donner suite aux demandes formulées**

4. Pour donner suite au paragraphe 10 du projet de résolution A/C.3/72/L.48, le Secrétaire général nommerait un envoyé spécial pour le Myanmar, qui serait chargé d'une mission de bons offices. Ainsi, le Bureau serait une mission politique spéciale relevant des envoyés, conseillers et représentants spéciaux ou personnels du Secrétaire général.

5. L'Envoyé spécial pour le Myanmar serait basé dans la capitale d'un État membre de la région et serait épaulé par une petite équipe, basée dans la région ainsi qu'au Siège des Nations Unies.

6. Le Bureau de l'Envoyé spécial collaborerait avec un grand nombre d'acteurs, y compris le Gouvernement du Myanmar, serait chargé de la mission des bons offices du Secrétaire général et apporterait son soutien à l'amélioration de la situation. En particulier, l'Envoyé spécial encouragerait les autorités du Myanmar à prendre des mesures dans trois domaines clefs : la fin des opérations militaires ; l'accès sans entrave de l'assistance humanitaire ; et le retour permanent, en toute sécurité, librement consenti et dans la dignité des réfugiés dans leurs régions d'origine.

7. Dans l'immédiat, le Bureau de l'Envoyé spécial s'emploierait à aider les autorités du Myanmar et du Bangladesh à convenir d'un cadre pour le rapatriement des personnes qui ont fui la violence, dans le respect des normes internationales.

8. Dans une perspective à moyen et à long terme, le Bureau de l'Envoyé spécial s'emploierait à promouvoir la cohésion sociale et à mettre un terme à la discrimination à l'égard des Rohingyas. Dans ce contexte, conformément aux recommandations de la Commission consultative sur l'État Rakhine, l'Envoyé spécial s'efforcerait de veiller à ce que les divers aspects des droits de l'homme de la communauté rohingya soient pleinement respectés et que les questions liées à la citoyenneté, aux pièces d'identité, au permis de travail et à l'enregistrement des naissances soient bien prises en compte. L'Envoyé spécial appuierait les projets de développement dans l'État Rakhine et ferait tout son possible pour qu'ils soient étendus. À cet égard, les travaux du Mécanisme-cadre pour l'aide humanitaire, la réinstallation et le développement dans l'État Rakhine et du Comité central pour l'instauration de la paix, de la stabilité et du développement dans l'État Rakhine, qui visent à mettre en œuvre les recommandations de la Commission consultative sur l'État Rakhine, seraient suivis de près.

9. Dans l'exercice de son mandat, le Bureau de l'Envoyé spécial travaillerait en partenariat avec de nombreux acteurs, tant au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur. L'Envoyé spécial participerait également, en étroite collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, aux discussions

concernant le cadre de rapatriement des réfugiés ayant fui la violence, dans le respect des normes internationales. En outre, l'Envoyé spécial collaborerait étroitement avec l'équipe des Nations Unies au Myanmar dans le cadre de toute une gamme d'activités relevant de son mandat. Il entretiendrait des contacts étroits et réguliers avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et les autres États membres de la région. À cet égard, la présence de l'Envoyé spécial dans la région faciliterait les échanges réguliers avec les organisations régionales ainsi que les contacts bilatéraux avec les États membres.

10. L'objectif, les réalisations escomptées, les indicateurs de succès et la mesure des résultats du Bureau de l'Envoyé spécial sont présentés ci-après.

Tableau 1

**Objectifs, réalisations escomptées, indicateurs de succès et mesure des résultats**

*Objectif de l'Organisation* : Faire progresser le processus de réconciliation nationale et de démocratisation au Myanmar

Réalisation escomptée	Indicateurs de succès	Mesure des résultats	
		2018	
a) Progrès en matière d'accès humanitaire	Le personnel humanitaire peut accéder librement et en permanence aux zones concernées.	Objectif	Tous les districts concernés sont plus faciles d'accès.
b) Progrès en matière de transition démocratique	Consolidation des institutions démocratiques	Objectif	Nombre de dialogues ouverts entre les acteurs politiques du pays
c) Progrès concernant les rapatriements du Bangladesh	Rapatriements volontaires et faits en toute sécurité	Objectif	Lancement du processus de rapatriement

**Facteurs externes**

11. Le Bureau de l'Envoyé spécial atteindra ses objectifs et parviendra aux réalisations escomptées si le Gouvernement du Myanmar coopère et s'engage à prendre des mesures pour remédier à la situation de la communauté rohingya.

**V. Montant estimatif des ressources nécessaires**

12. Pour donner suite à la demande énoncée au paragraphe 10 du projet de résolution, on estime que des ressources supplémentaires d'un montant de 1 541 100 dollars seraient nécessaires en 2018, au titre du chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme de l'exercice biennal 2018-2019, afin de financer : a) la création de sept emplois de temporaire (1 Secrétaire général adjoint, 1 D-1, 2 P-5, 2 P-4 et 1 agent local) ; et b) d'autres dépenses de fonctionnement.

13. Sur les sept emplois de temporaire mentionnés ci-dessus, un emploi (1 Secrétaire général adjoint) serait basé dans le pays, quatre (1 D-1, 1 P-5, 1 P-4 et 1 agent local) seraient basés dans la capitale d'un État membre de la région, et deux (1 P-5 et 1 P-4) seraient basés à New York. Le Département des affaires politiques fournirait d'autres services d'appui technique et administratif à l'Envoyé spécial.

14. Afin de lui permettre d'avoir des relations étroites avec les autorités du Myanmar, les organisations régionales et les États membres de la région, l'Envoyé spécial aurait rang de Secrétaire général adjoint et serait recruté en vertu d'un contrat-cadre. Un directeur (D-1) lui servirait d'adjoint et le représenterait aux réunions de haut niveau à Yangon et à l'extérieur du pays. Un spécialiste des questions politiques (hors classe) (P-5) serait chargé d'assurer une coopération

étroite entre le Bureau de l'Envoyé spécial, l'équipe de pays des Nations Unies et d'autres entités des Nations Unies. Un spécialiste des questions politiques (P-4) aurait pour tâche de faire régulièrement le point sur la situation politique, de suivre la situation sur le terrain et d'en rendre compte, et de préparer divers documents pour l'Envoyé spécial. En outre, un assistant administratif (agent local) fournirait un appui administratif au Bureau.

15. Étant donné qu'il faut mettre en place une coordination à l'échelle du système des Nations Unies au Myanmar et entretenir des liens étroits avec l'Assemblée générale et les États Membres à New York, le Bureau de l'Envoyé spécial aurait une antenne au Siège de l'ONU, composée d'un spécialiste des affaires politiques (hors classe) (P-5) et d'un spécialiste des affaires politiques (P-4).

16. Les dépenses de fonctionnement concernent les voyages, les installations et infrastructures, les transports terrestres, les communications, l'informatique et les fournitures, services et matériel divers.

17. Les ressources supplémentaires demandées pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018 sont présentées en détail dans le tableau ci-dessous :

Tableau 2

(En milliers de dollars É.-U.)

<i>Ressources nécessaires</i>	
<b>Chapitre 3 (Affaires politiques)</b>	
Autres dépenses de personnel	1 069,2
Consultants	36,8
Voyages	162,5
Frais généraux de fonctionnement	143,9
Services contractuels	16,1
Fournitures et accessoires	2,6
Mobilier et matériel	110,0
<b>Total partiel</b>	<b>1 541,1</b>
<b>Total</b>	<b>1 541,1</b>

18. Compte tenu du rôle de bons offices du Bureau de l'Envoyé spécial, le Secrétaire général propose que les dépenses prévues pour 2019 soient examinées dans le cadre des futurs budgets des missions politiques spéciales.

## VI. Résumé

19. Si l'Assemblée générale adopte le projet de résolution A/C.3/72/L.48, il faudra prévoir des ressources d'un montant de 1 541 100 dollars (déduction faite des contributions du personnel) pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2018, pour financer le Bureau de l'Envoyé spécial au Myanmar.

20. Le Secrétaire général propose que les dépenses prévues pour financer le Bureau de l'Envoyé spécial en 2018 soient imputées sur les crédits ouverts au chapitre 3 (Affaires politiques) du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019 au titre des missions politiques spéciales, soit 1 109 612 900 dollars.

**21. Le Secrétaire général propose également que les dépenses prévues pour 2019 soient examinées dans le cadre des futurs budgets des missions politiques spéciales.**

---